

Secteur minier coté et communication sur le développement durable : peut beaucoup mieux faire !

Paris, le 8 septembre 2011 - Novethic publie avec Be-Linked, spécialiste de la relation ONG-entreprise, une étude analysant la communication des principaux groupes miniers cotés sur le développement durable et la nature de leurs relations avec les ONG. Elle souligne la faiblesse de l'information mise à disposition de leurs parties prenantes par des entreprises pour lesquelles les enjeux Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) sont cruciaux. Sur les 23 entreprises du panel, 12 ont une communication qualifiée de partielle et 5 peuvent être considérées comme opaques dont Glencore, l'un des géants du secteur. L'étude permet d'alerter les investisseurs responsables sur les risques que constituent, à terme, les conflits récurrents avec les ONG et les lacunes de l'information fournie par ces entreprises.

Pression des ONG proportionnelle aux enjeux

Les grands groupes miniers génèrent un chiffre d'affaires annuel colossal à l'échelle planétaire (plus de 386 milliards d'euros pour les 23 entreprises du panel de l'étude en 2010). Ils extraient des matières premières dans de nombreux pays et sont, plus que d'autres, confrontés à des enjeux Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) très importants. Ils sont régulièrement mis en cause, au plan local et international, par de nombreuses organisations de la société civile qui dénoncent dégâts environnementaux, captations des richesses et manquements aux droits des populations locales. Ce contexte ne compromet pas, au premier regard, les performances économiques exceptionnelles de ce secteur, mais la pression qu'exercent les ONG sur ces entreprises pourrait à terme peser sur leurs résultats financiers. Elles constituent une force de frappe médiatique qui peut, au minimum, nuire à la réputation des entreprises mais peut aussi présenter un risque opérationnel pour elles. Leurs activités locales peuvent être menacées et les conflits peuvent se transformer en procès intentés pour demander réparation de dommages dont le coût peut atteindre plusieurs centaines de millions de dollars.

Communication des entreprises : information limitée et rares partenariats avec les ONG

Pour que leurs parties prenantes, investisseurs en tête, puissent évaluer la capacité des entreprises à identifier les risques ESG associés à l'extraction minière et à y apporter des réponses convaincantes, elles doivent disposer d'une information de qualité sur les dimensions environnementales et sociales des conditions d'exploitation. Or la marge de progression des entreprises étudiées est très importante. Plus de la moitié des entreprises du panel n'a pas pris d'engagements volontaires concernant les problématiques du secteur. Seules 10 entreprises sur 23 ont adhéré à l'ITIE, initiative lancée en 2003 sur le secteur extractif qui incite les entreprises signataires à publier les montants des richesses qu'elles tirent de l'extraction et les États signataires à communiquer le montant des sommes reçues. Seules 6 entreprises sur 23 ont une politique publique de respect des droits des populations autochtones. Enfin à peine un quart des compagnies étudiées se sont engagées à respecter les Principes Volontaires sur la sécurité et les droits humains qui ont pour objectif de limiter les abus commis par des entreprises de sécurité et des armées nationales employées par les entreprises minières pour sécuriser les sites d'exploitation. Si la relation des 23 entreprises avec les ONG est pour l'essentiel d'ordre conflictuel, il commence malgré tout à se développer des partenariats entre elles. 9 entreprises du panel ont noué des partenariats collaboratifs avec 25 ONG. Souvent focalisés sur la protection de la biodiversité, ils peuvent aussi porter

sur la lutte contre le VIH/SIDA ou l'évaluation des impacts environnementaux et sociaux d'un projet.

Alliance investisseurs-ONG pour une amélioration des pratiques du secteur ?

Ce constat devrait inciter les investisseurs responsables à jouer un rôle important auprès des entreprises minières cotées pour obtenir plus de transparence et de meilleures pratiques sur la gestion des impacts de leurs activités dans les territoires où elles opèrent. Les ONG appellent les investisseurs à une mobilisation plus importante. Elles tentent de leur faire prendre conscience des risques environnementaux, sociaux, juridiques et financiers qui pèsent sur un secteur dont la marge de progression dans le domaine de la communication du développement durable est tout à fait importante.

[Télécharger l'étude](#)

Contact presse : Célia Juère – 01 58 50 98 23 – celia.juere@novethic.fr



Filiale de la caisse des dépôts, Novethic est un centre de recherche sur l'investissement Socialement Responsable (ISR) et la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), ainsi qu'un media expert sur le développement durable. www.novethic.fr



Be-linked Business & Community Intelligence est un cabinet de conseil en stratégie et en management totalement dédié à la relation ONG-Entreprise. www.be-linked.fr